

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Halte-a-la-criminalisation-des-negociations-de-paix-et-de-la-solidarite-internationale-de-la-Colombia>

# Halte à la criminalisation des négociations de paix et de la solidarité internationale de la Colombie.

- Les Cousins - Colombie -  
Date de mise en ligne : vendredi 12 septembre 2008

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Colombie :**

**Communiqué France Amérique Latine**

**Halte à la criminalisation des négociations de paix et de la solidarité internationale.**

Quatre parlementaires colombiens, Piedad Córdoba, Alvaro Leyva, Gloria Inés Ramírez, et Wilson Borja, ainsi que le journaliste Carlos Lozano Guillén, acteurs mondialement reconnus en faveur de l'échange humanitaire et de la paix, ayant reçu mandat de la Présidence colombienne et des états étrangers pour agir en ce sens, ont été accusés par le Procureur Général de liens avec les FARC.

Cette enquête est sans précédent car elle frappe non seulement des personnalités colombiennes, mais s'attaque également à quatre personnalités du Venezuela, de l'Equateur et des USA, dont l'américain James C. Jones, ancien consultant à l'ONU pour la lutte anti-drogue, devenu intermédiaire entre le représentant américain et la guérilla et James McGovern (démocrate du Massachusetts) qui a lui-même qualifié ces poursuites « d'absurdes » à la presse américaine. « Ca me fait rire », a-t-il ajouté.

Ce qui fait moins sourire c'est l'arrestation en Colombie de la dirigeante paysanne Liliana Patricia Obando, de l'ONG Fensuagro qui regroupe 80 000 adhérents de 37 syndicats paysans et sept associations paysannes.

Carlos Lozano Guillén a été quant à lui cité à comparaître le 3 septembre prochain.

France Amérique Latine dénonce une véritable chasse aux sorcières, orchestrée par le gouvernement colombien, et entend rappeler que le vrai problème c'est la « parapolitique », à savoir le rapport entre des politiques proches du gouvernement d'Uribe avec les paramilitaires et les narcotrafiquants. Soixante-deux congressistes sont déjà poursuivis pour leurs liaisons avec les groupes paramilitaires.

La Cour suprême de Colombie est également menacée. Cette criminalisation est le problème de fond que l'on veut cacher derrière des campagnes de diversion. D'où la proposition d'une constituante de paix avec démocratie et justice sociale avancée par la gauche pour éradiquer les causes à l'origine du conflit et sortir de la crise d'illégitimité actuelle.

France Amérique Latine tient à assurer ces personnalités de son soutien et leur demande de continuer à oeuvrer pour la paix et une solution politique au conflit que vit la Colombie, comme ils n'ont cessé de le faire. En même temps elle dénonce les manoeuvres entreprises en Europe (notamment en Espagne et en Italie) et en Amérique latine pour criminaliser la solidarité avec les peuples colombiens.

[France Amérique Latine](#) recevra du 9 au 15 septembre 2008, Carlos Lozano Guillén en France.